

## La Suisse dans les médias étrangers: 3<sup>e</sup> trimestre 2023

### UBS/CS: la fusion est toujours sous le feu des projecteurs

Les médias étrangers continuent de publier des analyses sur les conséquences de l'acquisition de Credit Suisse par UBS. La résiliation par UBS du contrat de garantie contre les pertes signé avec la Confédération, les résultats trimestriels et le bénéfice net record de la banque bénéficient d'une large couverture médiatique dans le

**«Le conseguenze a lungo termine del salvataggio di Credit Suisse sono infatti tutte da valutare.»**

(*Corriere della Sera*, Italie)

monde. UBS est parfois critiquée pour son opportunisme dans le cadre de l'opération de sauvetage en raison du prix très avantageux qui lui a été proposé pour le rachat de Credit Suisse et il arrive que les autorités soient mises en cause pour le rôle qu'elles ont joué. La vague de plaintes qui pourrait s'abattre sur la banque en raison de diverses prétentions juridiques revendiquées est également parfois abordée de manière critique. En revanche, les médias étrangers font pour la plupart une analyse objective de l'intégration complète de la branche suisse de CS par UBS. La démission du responsable de la Finma Urban Angehrn et la publication d'un rapport d'expertise sur l'effondrement de CS, mandaté par la Confédération, qui conclut que la Finma présentait des faiblesses pour pouvoir gérer comme il se doit une crise bancaire, ont également suscité un large écho dans les médias.



Le dirigeant d'UBS Sergio Ermotti confirme qu'UBS va conserver la branche suisse de Credit Suisse. (© *Financial Times*)

### Guerre en Ukraine: le scepticisme à l'égard de la Suisse persiste

La position de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine continue de susciter des critiques à l'étranger, mais avec moins d'intensité qu'au printemps. La neutralité suisse fait encore l'objet de commentaires négatifs dans les médias européens, et en particulier le blocage de la réexportation de matériel militaire. Cela

**«Mit dem Rückverkauf von Leopard-2-Panzern an Deutschland betreibt die Schweiz politische Schadensbegrenzung.»**

(*FAZ*, Allemagne)

étant, l'approbation par le Parlement de la mise hors service de chars Leopard-2 en préalable à leur revente à l'Allemagne a été saluée. La déclaration d'intention de la Suisse de participer à l'European Sky Shield Initiative est en revanche interprétée par les médias allemands comme une démarche opportuniste en termes de politique de sécurité. Les médias occidentaux remettent par ailleurs en question l'efficacité des sanctions helvétiques à l'encontre de la Russie et se penchent sur un possible contournement de celles-ci par la place financière et de négoce de matières premières suisse. Si l'audition publique menée par la Commission d'Helsinki, organe américain, sur les reproches en question a recueilli un faible écho dans les médias étrangers, les commentaires critiques publiés sur les réseaux sociaux montrent que la Suisse reste exposée sur cette question. De leur côté, les médias russes déclarent que les sanctions nuisent à la place financière suisse.



Le groupe d'experts «Stabilité des banques» plaide en faveur d'un renforcement de la Finma pour empêcher une nouvelle crise bancaire. (© *Handelsblatt*)



Les chars Leopard-1 détenus par RUAG restent un thème très présent dans les médias étrangers. Les photos de chars inutilisés en Italie, qui ont émergé, suscitent de nouveau les critiques. (© *NV*)

### Juridiction en vertu du principe de compétence universelle

Les médias étrangers couvrent avec intérêt différentes poursuites pénales engagées par la justice suisse en vertu du principe de compétence universelle, notamment celle contre un ancien ministre algérien et le mandat d'arrêt international délivré à l'encontre d'un oncle du dirigeant syrien Assad. Le procès intenté contre un ancien membre des forces spéciales bélarusses, dans lequel le principe du droit international est appliqué pour la première fois au délit de disparition forcée, a suscité beaucoup d'intérêt. Les médias étrangers ont parfois critiqué l'acquiescement prononcé par le tribunal.

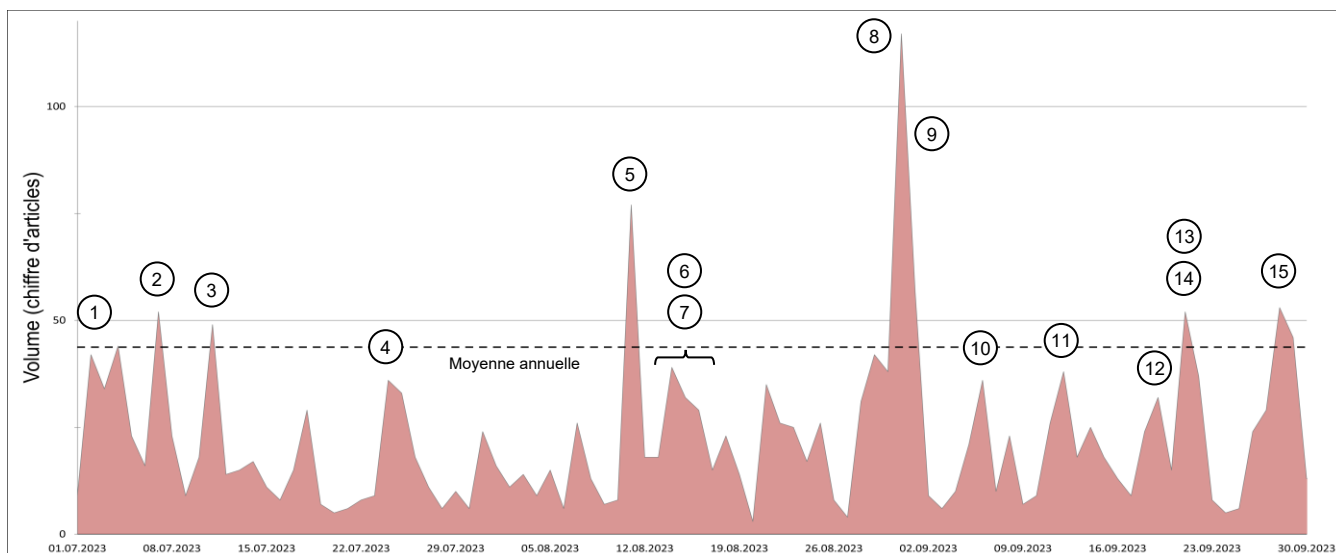
**«... la Suisse a longtemps eu la réputation d'un havre de tranquillité, offrant opacité et impunité. Le vent est peut-être en train de tourner.»**

(*Le Monde*, France)



Juri Garawski, ancien membre d'une unité spéciale bélarusse, lors d'une pause dans le cadre de son procès à Saint-Gall. (© *New York Times*)

## Évolution quantitative de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse

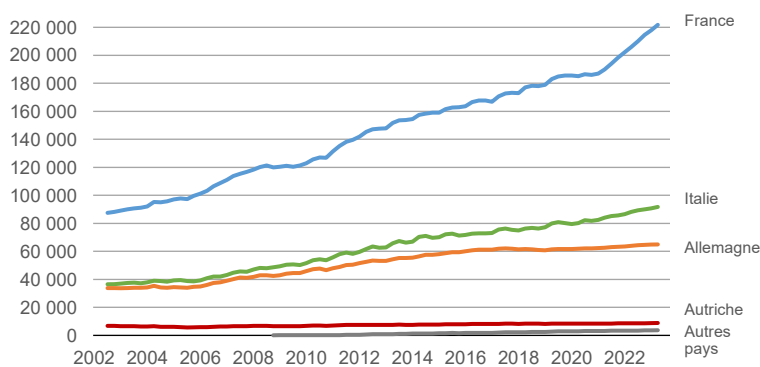


Évolution du nombre d'articles étrangers évoquant la Suisse (nombre d'articles parus chaque jour entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre 2023 dans les médias de référence analysés). Un pic peut correspondre à plusieurs événements. Les événements numérotés ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles généré.

(1) Débordements à Lausanne dans le contexte des manifestations contre les violences policières en France (2) Déclaration d'intention de la Suisse concernant son adhésion à l'initiative européenne de défense aérienne Sky Shield (3) L'athlète Semenya a remporté le recours en appel qu'elle avait déposé auprès de la CEDH contre un arrêt du Tribunal fédéral (4) UBS-CS: amende infligée à UBS dans le cadre de l'affaire Archegos (5) UBS-CS: résiliation par UBS du contrat de garantie contre les pertes signé avec la Confédération (6) UBS-CS: plainte déposée par de petits actionnaires contre le rachat de CS par UBS (7) UBS: amende de plus d'un milliard de dollars pour solder le différend juridique avec les États-Unis dans le cadre de l'affaire des hypothèques pourries (RMBS) remontant à 2006/2007 (8) UBS-CS: présentation des résultats trimestriels (9) UBS-CS: intégration complète de la branche suisse de CS au sein d'UBS (10) Démission du chef de la Finma Angehrn (11) Abus sexuels dans l'Église catholique (12) Procès contre l'ancien membre des forces spéciales bélarusses (13) La BNS ne relève pas son taux directeur (14) Mise en œuvre de l'interdiction de se dissimuler le visage (15) Fonte des glaciers

### Sous la loupe: les frontaliers en Suisse

Le marché du travail suisse attire également les travailleurs étrangers: d'après l'Office fédéral de la statistique (OFS), en 2022 quelque 372 900 travailleurs frontaliers ont réalisé des déplacements pendulaires pour se rendre au travail en Suisse. Depuis le début du millénaire, ce chiffre est en progression constante et a plus que doublé. Dès lors, la thématique des travailleurs frontaliers est régulièrement abordée dans les médias, surtout ceux des pays voisins de la Suisse, lesquels se penchent sur des questions concrètes telles que la réglementation en matière d'imposition ou de télétravail. Les salaires suisses, plus élevés que dans les pays de l'UE, sont les principaux critères qui décident les frontaliers à travailler en Suisse. Hormis l'attrait économique exercé par la Suisse, les médias étrangers relaient de plus en plus les points négatifs. Ainsi, par exemple, il est reproché à la Suisse de renforcer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans ses régions voisines en proposant des emplois attrayants sur son territoire. En Italie notamment, plusieurs médias ont attiré l'attention sur le fait que le personnel soignant italien privilégiait souvent un emploi en Suisse en raison de meilleures conditions de travail, alors que la Lombardie avait un besoin urgent de ce type de personnel.



Travailleurs frontaliers selon le pays de résidence

© OFS

L'analyse de l'image de la Suisse dans les médias étrangers porte sur l'ensemble des articles évoquant la Suisse parus dans les médias de référence de 19 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Italie, Japon, Portugal, Russie, Turquie), du monde arabe et de l'UE. Renseignements: DFAE, Présence Suisse, section Monitoring et analyse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, Tél. +41 58 462 34 63, prs@eda.admin.ch, <https://www.eda.admin.ch/praesenzschweiz>